

Rapport d'activité au 30 septembre 2009



les matériaux au cœur de la Vie™

1 RAPPORT TRIMESTRIEL D'ACTIVITE (NON AUDITES)

PAGE 2

2 COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITES)

PAGE 12

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 5 novembre 2009 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 septembre 2009.

Le rapport trimestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les comptes consolidés pour les neuf premiers mois de 2009 et le document de référence de la société pour l'exercice 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 mars 2009 sous le numéro D.09-0122.

Dans les présents rapports et états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont ultimement un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

1. Chiffres clés consolidés (non audités)

Chiffres d'affaires

(million d'euros)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			12 mois 2008
	2009	2008	% Var.	2009	2008	% Var.	
<i>Par zone géographique de destination</i>							
Europe occidentale	3 579	4 742	-25%	1 189	1 535	-23%	6 021
Amérique du Nord	2 329	3 179	-27%	966	1 415	-32%	4 270
Moyen-Orient	1 286	1 055	22%	395	425	-7%	1 611
Europe centrale et de l'Est	830	1 402	-41%	341	549	-38%	1 761
Amérique latine	626	727	-14%	208	244	-15%	968
Afrique	1 845	1 809	2%	588	645	-9%	2 373
Asie	1 748	1 472	19%	565	504	12%	2 029
<i>Par branche</i>							
Ciment	7 325	8 349	-12%	2 504	3 015	-17%	10 911
Granulats et béton	3 892	4 846	-20%	1 413	1 916	-26%	6 573
Plâtre	1 018	1 164	-13%	333	376	-11%	1 521
Autres	8	27		2	10		28
TOTAL	12 243	14 386	-15%	4 252	5 317	-20%	19 033

Résultat d'exploitation courant

(million d'euros)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			12 mois 2008
	2009	2008	% Var.	2009	2008	% Var.	
<i>Par zone géographique de destination</i>							
Europe occidentale	438	823	-47%	171	301	-43%	981
Amérique du Nord	15	337	-96%	137	252	-46%	429
Moyen-Orient	354	305	16%	111	111	-	417
Europe centrale et de l'Est	231	533	-57%	121	236	-49%	649
Amérique latine	118	143	-17%	44	45	-2%	187
Afrique	540	449	20%	176	162	9%	597
Asie	287	199	44%	92	71	30%	282
<i>Par branche</i>							
Ciment	1 836	2 302	-20%	746	922	-19%	2 964
Granulats et béton	147	496	-70%	116	259	-55%	623
Plâtre	42	40	5%	10	9	11%	36
Autres	(42)	(49)		(20)	(12)		(81)
TOTAL	1 983	2 789	-29%	852	1 178	-28%	3 542

Autres chiffres clés

(million d'euros, sauf résultat par action)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			12 mois 2008
	2009	2008	% Var.	2009	2008	% Var.	
Résultat net part du Groupe	774	1 558		404	647		1 598
Hors exceptionnels ⁽¹⁾	731	1 420	-49%	404	647	-38%	1 713
Résultat par action ⁽²⁾ (en euros)	2,99	7,02		1,42	2,89		7,19
Hors exceptionnels ⁽¹⁾	2,82	6,40	-56%	1,42	2,89	-51%	7,70
Cash Flow libre ⁽³⁾	1 711	1 091	57%	836	962	-13%	2 113
Dette nette	14 613	17 802	-18%				16 884

(1) Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte et des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au T2 2008, et sur le litige ciment Allemagne au T2 2009

(2) Résultat par action retraité afin de prendre en compte l'augmentation de capital effectuée le 28 avril 2009 sur la base d'un coefficient de 1,1510 appliqué au nombre moyen d'actions avant le 28 avril. Le nombre moyen retraité de titres en circulation s'élevait à 221,8 millions sur les neuf premiers mois de 2008, 258,9 millions sur les neuf premiers mois de 2009

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour les neuf premiers mois de 2009

- Chiffre d'affaires affecté par la baisse des volumes, les effets de change et de périmètre.
- Ralentissement de la baisse des volumes et des marges au troisième trimestre.
- Résultat d'exploitation courant en progression de 19% sur les neuf premiers mois, dans les marchés émergents, hors Europe centrale et de l'Est.
- Baisse de coûts significatives et maîtrise des investissements industriels.
- Niveau élevé de marge brute d'exploitation de la branche Ciment, stable à 34,8% sur le trimestre par rapport à l'année précédente.
- Cash-flow libre en progression de 620 millions €, soit 57%, sur les neuf premiers mois.
- Endettement net en baisse de 3,2 milliards € sur les douze derniers mois.

Synthèse du chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Par rapport à 2008, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en diminution de 14,9% sur les neuf premiers mois de 2009 à 12 243 millions d'euros. L'impact des fortes baisses de volumes en Europe et en Amérique du Nord dans l'ensemble des divisions s'est trouvé limité par la croissance observée sur les marchés du ciment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Il convient de souligner que le troisième trimestre est généralement le trimestre le plus soutenu pour nos activités granulats et béton en raison de la saisonnalité. Par conséquent, bien que le rythme de baisse ait ralenti d'un trimestre sur l'autre, l'impact global de la baisse des volumes sur les résultats du Groupe est relativement plus élevé au troisième trimestre qu'aux trimestres précédents. Les prix sont restés solides dans la plupart des pays, tandis que les baisses de volumes ont continué à affecter nos ventes. Le chiffre d'affaires a également subi l'effet de l'évolution significative de la répartition géographique des volumes vendus d'une année sur l'autre. De fait, en 2009, une part plus grande des ventes a été réalisée sur les marchés émergents où les prix sont en moyenne moins élevés. La conjugaison de ces facteurs s'est traduite par une baisse du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de 2009 de -14,1% à périmètre et taux de change constants (-11,0% au premier trimestre, -14,6% au deuxième trimestre et -15,7% au troisième trimestre). Les variations de périmètre ont eu un impact net neutre sur notre chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de l'année (+3,0% au premier trimestre, +0,8% au deuxième trimestre, -2,0% au troisième trimestre). La consolidation en 2009 des activités d'Orascom sur toute la période (contre huit mois en 2008) a contribué positivement au chiffre d'affaires. En revanche, ce dernier a subi l'impact négatif de la cession de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte et de nos activités en Italie (en mai et en décembre 2008 respectivement) ainsi que de la déconsolidation de nos activités au Venezuela à partir du 1er octobre 2008 (cession effective fin septembre 2009). La branche Granulats et Béton a bénéficié de la consolidation de nos joint ventures au Moyen Orient et des activités acquises récemment en Inde. Cependant, la branche a été impactée par une série de cessions d'actifs, notamment en Amérique du Nord, finalisée au premier semestre de l'année. Enfin, nos activités Ciment et Granulats & Béton au Chili sont déconsolidées depuis la fin du mois d'août 2009 suite à leur cession. Les variations de change ont eu un impact légèrement défavorable (-0,8% depuis le début de l'année mais -2,3% au troisième trimestre), lié principalement à la dépréciation face à l'euro de la livre sterling, du dollar canadien, du naira nigérian, du real brésilien et des devises d'Europe de l'est (zloty polonais, rouble russe, leu roumain et hryvnia ukrainienne), en partie contre-balançée par l'appréciation du dollar US, de la livre égyptienne, du dinar iraquien et du renminbi chinois.

Au cours des neuf premiers mois de l'année, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse de 28,9% à 1 983 millions d'euros (-26,3% à périmètre et taux de change constants au cours des neuf premiers mois de l'année et -21,7% au troisième trimestre), reflétant principalement l'impact de la baisse des volumes dans l'ensemble des divisions dont les effets n'ont pu être entièrement annulés par les importantes réductions de coûts mises en œuvre et par une amélioration globale des prix, malgré les baisses enregistrées dans un nombre limité de pays.

Au troisième trimestre, notre branche Ciment a bénéficié d'une maîtrise des coûts rigoureuse et de la baisse des coûts énergétiques, ce qui s'est traduit par une contraction très limitée de la marge d'exploitation (-90 points de base au troisième trimestre contre -290 points de base au premier semestre de l'année).

Notre branche Granulats et Béton a continué à ressentir durement la baisse des volumes sur les marchés matures bien qu'une maîtrise des coûts rigoureuse et l'évolution favorable des prix aient permis d'en limiter les effets.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

(million d'euros)	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	7 817	8 926	-12,4%	-10,0%	2 672	3 196	-16,4%
Résultat d'exploitation courant	1 836	2 302	-20,2%	-18,1%	746	922	-19,1%	-14,0%

La croissance du marché observée au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, une maîtrise des coûts rigoureuse et les tendances de prix globalement positives, malgré les baisses enregistrées dans un nombre limité de pays, n'ont pas suffi à compenser les effets de la forte baisse des volumes enregistrée en Europe et en Amérique du Nord.

La consolidation en 2009 des activités d'Orascom sur toute la période (contre huit mois d'activité en 2008), a contribué positivement aux résultats au cours des neuf premiers mois de l'année. Toutefois, cet impact s'est vu en partie compensé par les effets de la déconsolidation de certaines de nos activités en Egypte, en Italie, au Venezuela et, dans une moindre mesure, au Chili (à partir du mois d'août). Les variations de change ont eu un impact négatif sur le résultat d'exploitation courant (-63 millions d'euros dont -47 millions d'euros au troisième trimestre), reflétant principalement l'impact de la dépréciation par rapport à l'euro de la plupart des devises d'Europe centrale et de l'Est.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : 1 618 millions € à fin septembre 2009 (2 190 millions € en 2008)
550 millions € au troisième trimestre 2009 (706 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : 377 millions € à fin septembre 2009 (628 millions € en 2008)
163 millions € au troisième trimestre 2009 (245 millions € en 2008)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant ont reculé de respectivement 22,7% et 38,6% (-18,8% et -31,6% au troisième trimestre). Les baisses de volumes à deux chiffres enregistrées dans tous les pays se sont traduites par une contraction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant sur la période, reflétant la morosité du marché causée par la crise économique mondiale. Dans un contexte d'inflation des coûts de production durant l'année, la solidité des prix dans tous les pays à l'exception de l'Espagne ainsi que la maîtrise rigoureuse des coûts ont permis de limiter la baisse des résultats.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : 929 millions € à fin septembre 2009 (1 193 millions € en 2008)
382 millions € au troisième trimestre 2009 (495 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : 25 millions € à fin septembre 2009 (180 millions € en 2008)
73 millions € au troisième trimestre 2009 (106 millions € en 2008)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en baisse de 27,2% soit 347 millions d'euros (-26,0% au troisième trimestre). Le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse de 86,3% à périmètre et taux de change constants (-35,1% au troisième trimestre), impacté par la baisse des volumes due à la morosité persistante du marché. Les volumes ont chuté aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada (de 28,3% et 23,3% respectivement). Le rythme de baisse des volumes ne s'est pas ralenti au troisième trimestre.

Les prix sont restés globalement solides. Une maîtrise des coûts rigoureuse a permis d'atténuer l'impact de la hausse des coûts de production et de la chute des volumes.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires : **5 270 millions € à fin septembre 2009 (5 543 millions € en 2008)**
1 740 millions € au troisième trimestre 2009 (1 995 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **1 434 millions € à fin septembre 2009 (1 494 millions € en 2008)**
510 millions € au troisième trimestre 2009 (571 millions € en 2008)

Sur les marchés émergents, l'évolution de notre chiffre d'affaires reflète des tendances contrastées d'une région à l'autre. Le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie, notamment la Chine, ont continué à bénéficier d'une croissance vigoureuse, tandis que l'Europe centrale et de l'Est était sévèrement touchée par des marchés en baisse. Les prix se sont améliorés dans la plupart des pays, certains marchés enregistrant toutefois des baisses comme anticipé, notamment en Russie, en Irak et en Chine, en raison de conditions de marché particulières. Le résultat d'exploitation courant s'est maintenu à un très bon niveau. La vitalité des marchés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, une maîtrise des coûts rigoureuse et les effets positifs de l'acquisition des activités cimentières d'Orascom ont contre-balanqué l'impact des conditions de marché défavorables en Europe centrale et de l'Est, notamment en Russie, et l'environnement difficile en Irak au troisième trimestre.

Au Moyen-Orient, la très grande vitalité du marché égyptien depuis le début de l'année a largement compensé la morosité du marché turc, l'ajustement des prix en Jordanie pour refléter la baisse des coûts de combustible, et l'impact des importations en Irak au troisième trimestre. Le chiffre d'affaires domestique a crû de 7,3% à périmètre et taux de change constants (en baisse de -11,1% au troisième trimestre). La stricte maîtrise des coûts et le fort dynamisme de l'Egypte ont largement contre-balanqué l'impact de la baisse des résultats en Irak au troisième trimestre. À périmètre et taux de change constants, hors effet de la Turquie en cours de cession, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en hausse de 5,7% (-3,0% au troisième trimestre).

En Europe centrale et de l'Est, notre chiffre d'affaires domestique a diminué de 31,4% à périmètre et taux de change constants (-27,4% au troisième trimestre). Après deux années record, ces marchés ont été durement touchés par la contraction du marché résidentiel due à la crise économique. La baisse des volumes s'est ralentie depuis le deuxième trimestre en Pologne, bénéficiant d'un dynamisme relatif du marché résidentiel et aux premiers effets des projets d'infrastructures. Malgré une maîtrise des coûts rigoureuse dans tous les pays, la baisse des volumes en Roumanie et en Russie et la faiblesse des prix en Russie liée aux pressions concurrentielles se sont traduites par une baisse du résultat d'exploitation courant sur la période (-46,6% sur les neuf premiers mois de 2009 et -38,0% au troisième trimestre à périmètre et taux de change constants). En Pologne et en Roumanie, les prix sont proches des niveaux de 2008.

En Amérique Latine, le chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants a progressé de 3,1% (4,2% au troisième trimestre) et le résultat d'exploitation courant est resté quasiment stable en niveau absolu (en amélioration de respectivement 4 et 10 millions d'euros aussi bien sur les neuf premiers mois de l'année qu'au troisième trimestre). L'amélioration des prix au Brésil et la mise en service de la nouvelle usine en Equateur ont largement compensé le ralentissement des volumes observé au Chili et la hausse des coûts de production dans l'ensemble des pays. Du fait de leur cession, nos activités au Chili sont déconsolidées depuis le mois d'août 2009 tandis qu'au Venezuela, compte tenu du processus de nationalisation de l'industrie cimentière, nos opérations sont déconsolidées depuis le 1er octobre 2008 (cession effective fin septembre 2009).

En Afrique, le chiffre d'affaires domestique a solidement progressé (en hausse de 10,1% sur les neuf premiers mois de 2009 et de 3,8% au troisième trimestre), traduisant la bonne orientation globale des marchés, ainsi que la mise en service de nos nouvelles usines en Algérie au premier semestre de l'année, et en Zambie. La maîtrise des coûts, l'amélioration des prix et la mise en service de nouvelles usines sur des marchés en croissance ont entraîné une amélioration significative de notre résultat d'exploitation courant à périmètre et taux de change constants (en hausse de 21,2% sur les neuf premiers mois de l'année et de 24,5% au troisième trimestre). Les pays qui ont contribué le plus fortement à cette performance sont l'Algérie, le Kenya, le Maroc et la Zambie. Le Nigeria a été pénalisé depuis le deuxième trimestre par des interruptions d'approvisionnement en énergie.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant se sont inscrits en hausse de respectivement 15,2% et 42,2%, à périmètre et taux de change constants (en hausse de 11,5% et 30,1% respectivement au troisième trimestre). La croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des pays, à l'exception de la Malaisie, conjuguée à la hausse globale des prix dans un contexte de hausse des coûts de production, ont contribué à cette amélioration. En Chine, la progression des volumes, la maîtrise rigoureuse des coûts, ainsi que l'impact de la fermeture des lignes de technologie ancienne et la baisse des coûts énergétiques au troisième trimestre ont contribué à l'amélioration des résultats et ont largement contre-balanqué l'impact de la baisse des prix liée aux pressions concurrentielles. Il convient de rappeler que l'année dernière, les volumes en Chine avaient été affectés par le tremblement de terre qui s'était produit au Sichuan en mai 2008. L'Inde, où nous avons démarré avec succès notre nouvelle ligne à Sonadih à la fin du troisième trimestre, a quant à elle bénéficié de la vigueur du marché dans la région du nord-est, soutenue par une demande vigoureuse en zone rurale et par d'importants travaux d'infrastructure.

Granulats et béton

	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	3 894	4 852	-19,7%	-22,4%	1 413	1 919	-26,4%	-23,1%
Résultat d'exploitation courant	147	496	-70,4%	-69,3%	116	259	-55,2%	-49,9%

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **1 813 millions € à fin septembre 2009 (2 448 millions € en 2008)**
720 millions € au troisième trimestre 2009 (1 059 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **81 millions € à fin septembre 2009 (292 millions € en 2008)**
89 millions € au troisième trimestre 2009 (177 millions € en 2008)

Les volumes s'inscrivent en forte baisse comparé à l'année dernière, en raison de la crise économique mondiale qui a provoqué une baisse des activités de construction et qui a touché la plupart des marchés où nous sommes présents. L'évolution favorable des prix conjuguée à une maîtrise des coûts rigoureuse ont limité les effets de la baisse des volumes.

En Europe Occidentale, l'accroissement des prix dans la plupart des pays et une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas suffi à compenser les effets de la morosité du marché.

En Amérique du Nord, les effets de notre strict contrôle des coûts et de l'amélioration des prix ont été largement compensés par l'impact de la baisse des volumes reflétant la morosité du marché de la construction ainsi que des effets de mix défavorables.

Dans le reste du monde, les résultats s'inscrivent en baisse, principalement du fait du ralentissement du marché en Europe centrale et de l'Est.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **2 345 millions € à fin septembre 2009 (2 745 millions € en 2008)**
793 millions € au troisième trimestre 2009 (985 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **66 millions € à fin septembre 2009 (204 millions € en 2008)**
27 millions € au troisième trimestre 2009 (82 millions € en 2008)

La baisse des résultats reflète la contraction des volumes observée dans la plupart des pays. La proportion accrue de produits à valeur ajoutée à périmètre constant et une maîtrise des coûts rigoureuse ont permis de limiter l'impact de la chute des volumes.

En Europe Occidentale, le ralentissement du marché résidentiel et commercial a entraîné une forte baisse des volumes, dont les effets ont toutefois été atténués par la progression des prix et par une stricte maîtrise des coûts.

En Amérique du Nord, l'évolution favorable du mix produits, l'amélioration des prix et une maîtrise des coûts rigoureuse ont limité les effets de la baisse des volumes sur les résultats.

Dans le reste du monde, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse par rapport à l'année dernière, principalement en raison des conditions de marché défavorables en Europe centrale et de l'Est, au Chili et en Afrique du Sud. Il convient de rappeler que, du fait de leur cession, nos activités au Chili sont déconsolidées depuis la fin du mois d'août 2009.

Plâtre

	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	1 035	1 184	-12,6%	-10,2%	339	383	-11,5%	-9,0%
Résultat d'exploitation courant	42	40	5,0%	31,7%	10	9	11,1%	101,3%

L'amélioration des prix et une maîtrise des coûts rigoureuse ont plus que compensé l'impact sur les résultats de la baisse des volumes liée au ralentissement généralisé de la construction et l'impact défavorable des variations de change.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : *587 millions € à fin septembre 2009 (688 millions € en 2008)
182 millions € au troisième trimestre 2009 (211 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *44 millions € à fin septembre 2009 (56 millions € en 2008)
10 millions € au troisième trimestre 2009 (12 millions € en 2008)*

L'amélioration des prix dans la plupart des pays et une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas suffi à annuler les effets de la décélération des marchés résidentiels dans tous les pays.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : *140 millions € à fin septembre 2009 (144 millions € en 2008)
47 millions € au troisième trimestre 2009 (51 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *-30 millions € à fin septembre 2009 (-49 millions € en 2008)
-10 millions € au troisième trimestre 2009 (-17 millions € en 2008)*

Dans un contexte de poursuite de la baisse des volumes, le rebond des prix observé depuis la mi-2008 et les mesures de réduction des coûts ont permis de réduire la perte par rapport à l'année dernière. Il convient de signaler que le résultat d'exploitation courant intègre, comme par le passé et pour tous les pays, la répartition des frais de siège de Lafarge.

AUTRES PAYS

Chiffre d'affaires : *308 millions € à fin septembre 2009 (352 millions € en 2008)
110 millions € au troisième trimestre 2009 (121 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *28 millions € à fin septembre 2009 (33 millions € en 2008)
10 millions € au troisième trimestre 2009 (14 millions € en 2008)*

Dans les autres pays, les résultats s'inscrivent en légère baisse, les hausses de prix et une maîtrise des coûts rigoureuse annulant presque totalement les effets de la baisse généralisée des volumes.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation **-18 millions € à fin septembre 2009 (108 millions € en 2008)**
-16 millions € au troisième trimestre 2009 (-28 millions € en 2008)

Sur les neuf premiers mois de 2009, les autres éléments du résultat d'exploitation comprennent principalement des coûts de restructuration pour 72 millions d'euros, ainsi qu'une reprise de provision de 43 millions d'euros au deuxième trimestre suite à la décision du tribunal supérieur de Düsseldorf de réduire le montant de l'amende qui avait été imposée au Groupe en 2002 à nos activités ciment en Allemagne. En 2008, ils comprenaient principalement la plus-value de cession de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte, finalisée au deuxième trimestre 2008 (184 millions d'euros).

Charges financières **678 millions € à fin septembre 2009 (626 millions € en 2008)**
222 millions € au troisième trimestre 2009 (236 millions € en 2008)

Les charges financières sur l'endettement net ont été ramenées à 586 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009 (611 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2008), l'impact d'un mois supplémentaire de frais financiers sur la dette d'acquisition d'Orascom étant largement compensé par l'effet combiné de la baisse des taux d'intérêt variables sur les tirages sur nos lignes de crédit et de nos mesures de réduction de la dette.

Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 5,0% sur les neuf premiers mois de 2009 contre 5,4% en 2008.

Les variations de change ont eu un impact négatif de 6 millions d'euros au cours des neuf premiers mois de 2009 (contre un gain de 44 millions d'euros en 2008).

Les autres charges financières ont augmenté à 86 millions d'euros, contre 59 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2008, reflétant principalement l'amortissement accéléré des frais d'émission sur la ligne de crédit contractée dans le cadre de l'acquisition d'Orascom après le remboursement anticipé des tranches A1 et A2.

Quote-part dans les résultats des entreprises associées **-14 millions € à fin septembre 2009 (7 millions € en 2008)**
-9 millions € au troisième trimestre 2009 (6 millions € en 2008)

La perte nette enregistrée à fin septembre 2009 est liée principalement à des pertes de change enregistrées par une de nos entreprises associées.

Impôt **244 millions € à fin septembre 2009 (454 millions € en 2008)**
109 millions € au troisième trimestre 2009 (179 millions € en 2008)

Le taux effectif d'impôt est en légère diminution, à 19% sur les neuf premiers mois de 2009 (20% en 2008), bénéficiant de la baisse de la contribution des marchés matures sur lesquels le taux d'imposition est relativement plus élevé. En 2008, nous avons bénéficié de la faible imposition de la plus-value sur la cession de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte.

Intérêts minoritaires **255 millions € à fin septembre 2009 (266 millions en 2008)**
92 millions € au troisième trimestre 2009 (94 millions € en 2008)

Sur les neuf premiers mois de 2009, les intérêts minoritaires s'inscrivent en légère baisse par rapport aux neuf premiers mois de 2008. L'impact de l'amélioration des résultats en Egypte a en partie compensé l'effet du rachat des participations minoritaires en Roumanie et en Russie à la mi-2008 et la baisse du résultat d'exploitation ailleurs.

Résultat net, Part du Groupe ⁽¹⁾ **774 millions € à fin septembre 2009 (1 558 millions € en 2008)**
404 millions € au troisième trimestre 2009 (647 millions € en 2008)

Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte au deuxième trimestre 2008, et de l'impact des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au deuxième trimestre 2008 et sur le litige ciment Allemagne au second trimestre 2009, le résultat net part du Groupe pour les neuf premiers mois de l'année s'est inscrit en baisse de 48,5%. La contraction du résultat net sur neuf mois résulte à la fois de la chute du résultat d'exploitation causée par la baisse des volumes en Europe et en Amérique du Nord et de la hausse des charges financières.

**Résultat net par action ⁽²⁾ 2,99 € à fin septembre 2009 (7,02 € en 2008)
1,42 € au troisième trimestre 2009 (2,89 € en 2008)**

En conformité avec les règles IFRS, les résultats par action ont été retraités, pour l'ensemble des périodes présentées, afin de prendre en compte l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 28 avril 2009, sur la base d'un coefficient de 1,1510 appliqué au nombre moyen d'actions avant l'émission des actions nouvelles. Ce coefficient est égal au rapport entre le cours juste avant le détachement du droit et le « TERP » (cours théorique hors droit de souscription).

Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte au deuxième trimestre 2008, et de l'impact des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au deuxième trimestre 2008 et sur le litige ciment Allemagne au second trimestre 2009, le résultat par action pour les neuf premiers mois de 2009 s'inscrivent en baisse de 55,9%, reflétant la baisse du résultat d'exploitation, la hausse des charges financières et l'augmentation du nombre de titres à la suite de l'augmentation de capital.

- (1) Part du résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe
(2) Retraité, pour l'ensemble des périodes présentées, afin de prendre en compte l'augmentation de capital

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont progressé de 266 millions d'euros à 1 910 millions d'euros au cours des neuf premiers mois de l'année (1 644 millions d'euros à fin septembre 2008).

Cette augmentation par rapport à l'année dernière reflète l'impact des mesures énergiques d'optimisation de notre besoin en fonds de roulement qui ont largement compensé les effets de la baisse du résultat d'exploitation et de l'augmentation des frais financiers.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 682 millions € (7 824 millions € sur les neuf premiers mois de 2008).

Dans le cadre de notre programme de réduction de la dette en 2009, l'attention particulière que nous avons portée à la gestion des investissements de maintien a permis une réduction de 64% sur les neuf premiers mois, à 199 millions d'euros (553 millions d'euros au cours des neuf premiers mois de 2008).

Les investissements de développement interne ont atteint 926 millions d'euros (1 162 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2008). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, au Maroc, en Ouganda et au Nigéria, la reconstruction de la cimenterie d'Aceh en Indonésie et aux investissements dans de nouvelles capacités en Syrie et en Arabie Saoudite.

En 2008, les opérations de croissance externe reflétaient essentiellement l'acquisition d'Orascom Cement le 23 janvier.

Les cessions, d'un montant de 588 millions d'euros (342 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2008) sont principalement liées à la cession de nos activités ciment, granulats et béton au Chili (288 millions d'euros nets de la trésorerie cédée), de nos activités béton et granulats en Suisse, dans la région de Zürich, ainsi que de certains actifs de nos activités asphalte, paving et béton en Amérique du Nord, finalisées au cours des neuf premiers mois de 2009. Ce chiffre comprend également le premier versement lié à la cession de nos activités cimenteries au Venezuela à la suite de leur nationalisation (40% du prix de vente ; le solde sera payé en quatre tranches annuelles d'un montant égal). Les cessions ne comprennent pas l'effet de la cession de nos opérations dans les régions de Marmara et de la Mer Noire occidentale en Turquie, celle-ci étant en attente de la décision finale des autorités locales.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2009, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 16 075 millions d'euros (14 635 millions d'euros au 31 décembre 2008) et l'endettement net à 14 613 millions d'euros (16 884 millions d'euros au 31 décembre 2008).

L'augmentation des fonds propres reflète essentiellement l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros finalisée le 28 avril ainsi que le résultat de la période (1,0 milliard d'euros), partiellement compensé par l'effet, sans contrepartie de trésorerie, de la conversion en euro des actifs de nos filiales étrangères (-0,5 milliard d'euros) ainsi que par l'impact des dividendes payés (-0,5 milliard d'euros).

Par rapport au 31 décembre 2008, la réduction de 2,3 milliards d'euros de la dette nette reflète la solide génération de cash flow libre (à 1,7 milliard d'euros), l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros finalisée le 28 avril et les produits de cession d'un montant de 0,6 milliard d'euros qui compensent largement l'investissement de 0,9 milliard d'euros dans la construction de nouvelles capacités ainsi que le dividende de 0,4 milliard d'euros versé par Lafarge SA en juillet 2009.

Perspectives pour 2009

En 2009, les volumes devraient reculer de -6% à -8% sur les marchés sur lesquels Lafarge est présent. Globalement, les prix devraient rester solides sur l'année à l'exception d'un petit nombre de marchés. La baisse des coûts énergétiques observée au troisième trimestre devrait se poursuivre au quatrième trimestre par rapport à 2008.

L'amélioration progressive de la situation économique, associée aux plans de relance des gouvernements et à leur part importante de dépenses d'infrastructures annoncées, devraient avoir un impact positif sur nos marchés à partir de la seconde partie de 2010. Par ailleurs, dans les économies en développement, la demande de ciment restera structurellement soutenue par les besoins à long terme liés à l'urbanisation, à la croissance démographique et aux infrastructures.

Ce rapport peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée »

Comptes consolidés (non audités)**Compte de résultat consolidé**

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>					
Produits des activités ordinaires	12 243	14 386	4 252	5 317	19 033
Coût des biens vendus	(9 004)	(10 308)	(2 990)	(3 699)	(13 729)
Frais administratifs et commerciaux	(1 256)	(1 289)	(410)	(440)	(1 762)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 983	2 789	852	1 178	3 542
Plus- (moins-) values de cession	62	197	16	6	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(80)	(89)	(32)	(34)	(409)
Résultat d'exploitation	1 965	2 897	836	1 150	3 362
Charges financières	(839)	(814)	(250)	(310)	(1 157)
Produits financiers	161	188	28	74	216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(14)	7	(9)	6	(3)
Résultat avant impôts	1 273	2 278	605	920	2 418
Impôts	(244)	(454)	(109)	(179)	(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 029	1 824	496	741	1 939
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	774	1 558	404	647	1 598
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	255	266	92	94	341
Résultats nets par action (euros) ⁽¹⁾					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	2,99	7,02	1,42	2,89	7,19
-résultat par action dilué	2,99	7,01	1,42	2,89	7,16
Nombre moyen d'actions (milliers) ⁽¹⁾	258 937	221 839	284 966	223 547	222 350

(1) Les périodes comparatives présentées ont été ajustées afin de refléter le fait que l'augmentation de capital réalisée en Avril 2009 a été effectuée avec droit préférentiel de souscription. Cf Note 5

a

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 029	1 824	496	741	1 939
Actifs financiers disponibles à la vente	265	(204)	50	13	(338)
Couverture des flux de trésorerie	21	(9)	6	(63)	(53)
Gains et pertes actuariels	(414)	(88)	(45)	-	(384)
Ecart de conversion	(460)	234	(266)	1 249	(836)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	107	13	12	16	126
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	(481)	(54)	(243)	1 215	(1 485)
Résultat global de la période	548	1 770	253	1 956	454
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	358	1 507	181	1 780	148
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	190	263	72	176	306

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

La variation des actifs financiers disponibles à la vente correspond essentiellement à la variation de la valeur de marché des titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), sur la base du cours de Bourse au 30 septembre 2009 qui s'est fortement apprécié par rapport au cours de bourse du 31 décembre 2008. L'écart avec le coût d'acquisition s'élève à + 44 millions d'euros au 30 septembre 2009 (-7 millions d'euros au 30 juin 2009 et -207 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 414 millions d'euros de perte actuarielle sur les 9 premiers mois 2009 en capitaux propres (perte de 298 millions d'euros nette d'impôts), perte essentiellement relative au régime de retraite à prestations définies au Royaume-Uni. La perte actuarielle liée à ce régime résulte notamment de l'effet de la baisse du taux d'actualisation sur l'engagement de retraite.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2009 et le 30 septembre 2009 (taux de clôture) comprend -341 millions d'euros au titre de la baisse du dinar algérien et de la livre égyptienne.

Par ailleurs, environ 38 millions d'euros de pertes de change ont été reclassées au compte de résultat consolidé au cours du troisième trimestre 2009 dans le cadre des opérations de désinvestissement du Groupe et intégrées dans les résultats de cession relatifs à ces opérations (cf. Note 3.3).

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 septembre 2009	2008	Au 31 décembre 2008
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	32 220	33 983	32 928
Goodwill	12 890	14 190	13 374
Immobilisations incorporelles	616	613	614
Immobilisations corporelles	16 385	17 310	16 927
Participations dans des entreprises associées	451	335	563
Autres actifs financiers	1 452	1 368	1 147
Instruments dérivés actifs	50	14	122
Impôts différés actifs	376	153	181
ACTIF COURANT	7 233	8 489	7 680
Stocks et travaux en cours	1 816	2 259	2 195
Clients	2 319	3 203	2 320
Autres débiteurs	1 062	1 518	1 351
Instruments dérivés actifs	81	38	223
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 955	1 471	1 591
TOTAL ACTIF	39 453	42 472	40 608
PASSIF			
Capital	1 141	781	781
Primes	9 583	8 454	8 462
Actions propres	(27)	(63)	(40)
Réserves et résultat consolidés	5 593	5 185	5 225
Autres réserves	(634)	(252)	(613)
Ecart de conversion	(1 300)	133	(905)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 356	14 238	12 910
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 719	1 825	1 725
CAPITAUX PROPRES	16 075	16 063	14 635
PASSIF NON COURANT	16 880	19 874	17 043
Impôts différés passifs	842	1 037	923
Provision avantages du personnel	1 334	751	943
Provisions	980	987	976
Passifs financiers	13 686	17 052	14 149
Instruments dérivés passifs	38	47	52
PASSIF COURANT	6 498	6 535	8 930
Provision avantages du personnel	61	59	67
Provisions	139	179	165
Fournisseurs	1 595	1 822	1 864
Autres créditeurs	1 535	1 898	2 039
Impôts à payer	193	351	176
Passifs financiers	2 931	2 091	4 472
Instruments dérivés passifs	44	135	147
TOTAL PASSIF	39 453	42 472	40 608

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>					
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat de l'ensemble consolidé	1 029	1 824	496	741	1 939
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>					
Amortissements des immobilisations	849	790	280	285	1 076
Pertes de valeur des actifs	41	21	6	(9)	276
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	14	(7)	9	(6)	3
(Plus)- et moins- value de cession	(62)	(197)	(16)	(6)	(229)
(Produits) charges financiers	678	626	222	236	941
Impôts	244	454	109	179	479
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(34)	93	(4)	50	22
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	138	(912)	43	68	(154)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	2 897	2 692	1 145	1 538	4 353
Intérêts reçus/payés	(681)	(614)	(183)	(216)	(777)
Impôts sur les bénéfices payés	(306)	(434)	(62)	(160)	(575)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	1 910	1 644	900	1 162	3 001
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(1 157)	(1 818)	(315)	(767)	(2 886)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ^{(1) / (3)}	(21)	(6 198)	-	(307)	(6 309)
Investissement dans les entreprises associées	(4)	(16)	-	(8)	(63)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(26)	(10)	(9)	(7)	(11)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	588	342	409	21	615
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(62)	(124)	(32)	(100)	(117)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(682)	(7 824)	53	(1 168)	(8 771)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Augmentations de capital	1 445	12	(2)	-	12
Part provenant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans les augmentations / (diminutions) de capital des filiales	-	21	-	10	90
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	-	(8)	-	(5)	8
Dividendes versés	(393)	(784)	(393)	-	(784)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(117)	(108)	(14)	(35)	(267)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	3 234	8 669	563	554	9 208
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(4 964)	(544)	(873)	(187)	(1 094)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(24)	(1 020)	8	(329)	(1 143)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(819)	6 238	(711)	8	6 030

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	409	58	242	2	260
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(45)	(16)	(33)	75	(98)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 591	1 429	1 746	1 394	1 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 955	1 471	1 955	1 471	1 591
(1) Dont trésorerie des entreprises acquises	-	305	-	22	306
(2) Dont trésorerie des entreprises cédées	50	28	13	-	30
<i>(3) Le prix d'acquisition d'Orascom Cement en 2008 est présenté sur la ligne "acquisition de titres d'entreprises consolidées" net de l'augmentation de capital souscrite par les principaux actionnaires fondateurs d'OCI dans le cadre de cette acquisition (2 492 millions d'euros). En effet, cette émission d'actions est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée sur la ligne "augmentation de capital".</i>					
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	138	(912)	43	68	(154)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	306	(303)	59	(64)	(373)
(Augmentation) diminution des clients	(53)	(593)	3	(16)	206
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	199	(136)	(87)	(67)	(292)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(255)	(62)	(108)	4	53
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(59)	182	176	211	252

	Actions en circulation (en nombre d'actions)	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
			(millions d'euros)								
Solde 1er janvier 2008	172 564 575	657 233	691	6 019	(55)	4 411	36	(104)	10 998	1 079	12 077
<i>Résultat global de la période</i>						1 558	(288)	237	1 507	263	1 770
Dividendes versés						(784)			(784)	(109)	(893)
Augmentation de capital réservée (acquisition d'Orascom Cement)	22 500 000		90	2 402					2 492		2 492
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	171 959			12					12		12
Paiements fondés sur des actions				21					21		21
Actions propres		81 060			(8)				(8)		(8)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	592	592
Solde au 30 septembre 2008	195 236 534	738 293	781	8 454	(63)	5 185	(252)	133	14 238	1 825	16 063
Solde 1er janvier 2009	195 236 534	436 793	781	8 462	(40)	5 225	(613)	(905)	12 910	1 725	14 635
<i>Résultat global de la période</i>						774	(21)	(395)	358	190	548
Dividendes versés						(393)			(393)	(117)	(510)
Augmentation de capital (1)	90 109 164		360	1 103					1 463		1 463
Augmentation de capital (exercice de stock-option)									-		-
Paiements fondés sur des actions				18					18		18
Actions propres		(56 645)			13	(13)			-		-
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(79)	(79)
Solde au 30 septembre 2009	285 345 698	380 148	1 141	9 583	(27)	5 593	(634)	(1 300)	14 356	1 719	16 075

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(1) Cf Note 3.1

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est « Lafarge ». La Société a été créée en 1884 sous le nom de « J. et A. Pavin de Lafarge ». Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes « Lafarge S.A. » et « la société mère », utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes « Groupe » ou « Lafarge » font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 novembre 2009.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2009 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que présentés dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Cette norme introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux segments d'activité primaires définis lors de l'application de la norme IAS 14. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 4.

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée, Coûts d'emprunts
- IFRS 2 révisée, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations
- IAS 32 et IAS 1 révisées, Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation
- IFRS 1 et IAS 27 révisées, Eléments relatifs à la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14 : IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Améliorations des normes IFRS sauf pour IFRS 5 applicable au 1^{er} juillet 2009

Les principes appliqués ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des interprétations suivantes endossées par l'Union Européenne sont sans incidence sur les comptes du Groupe :

- IFRIC12, Concessions de service, obligatoire aux exercices ouverts au 30 mars 2009
- IFRIC 15, Accords pour la construction d'un bien immobilier, obligatoire aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, obligatoire aux exercices ouverts au 30 juin 2009.

Les normes et interprétations, présentées ci-après, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne seront sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe:

- IFRIC 9 et IAS 39 versions révisées, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Dérivés incorporés
- IFRS 7 révisée, Améliorations des informations à donner sur les instruments financiers

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique et financière, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2009 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie. Cette revue n'a pas mis en évidence de situation de perte de valeur au 30 septembre 2009.

2.2 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principales opérations de la période

3.1 – Augmentation de capital

Lafarge a procédé à une augmentation de capital de 1,5 milliards d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription. 90 109 164 actions nouvelles au prix unitaire de 16,65 euros (soit un nominal de 4,00 euros et une prime d'émission de 12,65 euros), à raison de 6 actions nouvelles pour 13 existantes, ont été offertes.

Le prix de souscription fixé correspond à une décote de 46,2% par rapport au cours de clôture de l'action Lafarge au 30 mars 2009 corrigé du dividende proposé de 2,00 euros par action au titre de l'exercice 2008, auquel les actions nouvelles n'ouvrent pas droit. Cette même décote ressort à 37% sur la base du cours théorique ex-droits également ajusté du dividende proposé au titre de l'exercice 2008.

Le produit brut de l'émission s'élève à 1 500 millions d'euros, dont 1 140 millions d'euros de prime d'émission. Les frais associés ont été imputés sur la prime d'émission pour leur montant net d'effet d'impôt, soit 37 millions d'euros. Le règlement-livraison ainsi que la cotation des actions nouvelles ont eu lieu le 28 avril 2009.

L'encaissement le 28 avril 2009 du produit net de l'augmentation de capital a été affecté au remboursement de la ligne de crédit mise en place en décembre 2007 pour l'acquisition d'Orascom Cement (cf. Note 6).

3.2 – Emissions obligataires

Au cours des mois de mai et juin 2009, Lafarge a procédé à quatre émissions obligataires pour un montant global équivalent à près de 2,4 milliards d'euros (Note 6).

3.3 – Désinvestissements

Au cours du premier semestre 2009

Le Groupe a cédé ses opérations Béton et Granulats dans la région de Zürich, en Suisse, au groupe Eberhard, ainsi que des actifs de ses activités Asphalte, Paving et Béton en Amérique du Nord. L'incidence de ces cessions au 30 septembre 2009 est de 161 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, sur le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 38 millions d'euros au titre de la plus-value nette de cession.

Au cours du troisième trimestre 2009

Le 28 août 2009, le Groupe a cédé ses actifs Ciment et Béton & Granulats au Chili au groupe péruvien Brescia. L'incidence de cette cession au 30 septembre 2009 est de 288 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, sur le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs ».

En 2008, le gouvernement Vénézuélien avait annoncé la nationalisation de l'industrie cimentière. Un contrat de cession d'actions a été conclu fin septembre 2009 entre le gouvernement d'une part, Lafarge et les actionnaires minoritaires d'autre part, pour un prix de cession total de 296 millions de dollars, dont 201 millions de dollars revenant au Groupe et lui permettant ainsi de recouvrer le coût de ses investissements dans le pays. Conformément à ce contrat, 40% du prix a été versé, les 60% restant étant payables sur une durée de 4 ans. La part de cet encaissement revenant au Groupe est reflétée, net de frais de cession, sur le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs », pour un montant de 52 millions d'euros.

Ces deux transactions génèrent une plus value nette de cession de 20 millions d'euros. Dans le cadre de ces cessions, le Groupe a accordé aux acquéreurs des garanties de passif, pour lesquelles le risque est jugé mineur, pour un montant total de 371 millions de dollars, dont une part contre-garantie par les actionnaires minoritaires dans le cadre de la cession du Vénézuéla.

3.4 – Litige Allemagne - Ciment

Dans le cadre du litige ciment en Allemagne datant de 2002, et suite à la décision de la Cour de Düsseldorf en date du 26 juin 2009 de réduire significativement le montant de l'amende, la provision qui avait été constituée au titre de ce litige a été reprise au cours du premier semestre 2009 pour un montant de 43 millions d'euros (Note 8).

Note 4. Information par secteur

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur « Autres ». Ce secteur inclut également en 2008 les résultats des mises en équivalence liés à notre participation dans Monier (activité toiture).

La direction évalue la performance des secteurs sur la base:

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et,
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

(a) Information par secteur

30 septembre 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	7 817	3 894	1 035	8	12 754
Moins : inter-branche	(492)	(2)	(17)	-	(511)
Produits des activités ordinaires	7 325	3 892	1 018	8	12 243
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 836	147	42	(42)	1 983
Plus- (moins-) values de cession	18	42	5	(3)	62
Autres produits (charges) d'exploitation	(41)	(26)	(7)	(6)	(80)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(35)</i>	<i>(3)</i>	<i>(3)</i>	-	<i>(41)</i>
Résultat d'exploitation	1 813	163	40	(51)	1 965
Charges financières					(839)
Produits financiers					161
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(19)	1	4	-	(14)
Impôts					(244)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 029
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(557)	(195)	(60)	(37)	(849)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	31	23	8	(62)	-
Investissements industriels	888	172	66	31	1 157
Capitaux investis	24 641	5 272	1 489	814	32 216
Bilan					
Actifs sectoriels	28 030	6 516	1 860	2 540	38 946
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>290</i>	<i>17</i>	<i>127</i>	<i>17</i>	<i>451</i>
Actifs non alloués ^(a)					507
Total actif					39 453
Passifs sectoriels	2 270	1 110	389	2 068	5 837
Passifs non alloués ^(b)					33 616
Total passif					39 453

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

30 septembre 2008 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	8 926	4 852	1 184	27	14 989
Moins : inter-branche	(577)	(6)	(20)	-	(603)
Produits des activités ordinaires	8 349	4 846	1 164	27	14 386
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 302	496	40	(49)	2 789
Plus- (moins-) values de cession	191	2	-	4	197
Autres produits (charges) d'exploitation	(43)	(1)	(4)	(41)	(89)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(17)</i>	<i>(1)</i>	<i>(3)</i>	<i>-</i>	<i>(21)</i>
Résultat d'exploitation	2 450	497	36	(86)	2 897
Charges financières					(814)
Produits financiers					188
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	11	11	(25)	7
Impôts					(454)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 824
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(517)	(188)	(58)	(27)	(790)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	-	(7)	(5)	(37)	(49)
Investissements industriels	1 332	350	99	37	1 818
Capitaux investis	27 006	5 959	1 560	832	35 357
Bilan					
Actifs sectoriels	30 521	7 490	1 967	2 141	42 119
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>125</i>	<i>66</i>	<i>120</i>	<i>24</i>	<i>335</i>
Actifs non alloués ^(a)					353
Total actif					42 472
Passifs sectoriels	2 753	1 324	399	1 571	6 047
Passifs non alloués ^(b)					36 425
Total passif					42 472

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2008 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	11 720	6 580	1 546	29	19 875
Moins : inter-branches	(809)	(7)	(25)	(1)	(842)
Produits des activités ordinaires	10 911	6 573	1 521	28	19 033
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 964	623	36	(81)	3 542
Plus- (moins-) values de cession	228	(3)	-	4	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(294)	(70)	(9)	(36)	(409)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(221)</i>	<i>(52)</i>	<i>(3)</i>	-	<i>(276)</i>
Résultat d'exploitation	2 898	550	27	(113)	3 362
Charges financières					(1 157)
Produits financiers					216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	15	4	13	(35)	(3)
Impôts					(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 939
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(700)	(260)	(80)	(36)	(1 076)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	10		(3)	(44)	(37)
Investissements industriels	2 109	556	144	77	2 886
Capitaux investis	25 547	5 503	1 484	731	33 265
Bilan					
Actifs sectoriels	28 748	6 995	1 866	2 473	40 082
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>359</i>	<i>21</i>	<i>119</i>	<i>64</i>	<i>563</i>
Actifs non alloués ^(a)					526
Total actif					40 608
Passifs sectoriels	2 601	1 273	398	1 958	6 230
Passifs non alloués ^(b)					34 378
Total passif					40 608

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Autre information : information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées. Ils incluent l'allocation provisoire par région du prix d'acquisition d'Orascom Cement à chaque fin de période.

	30 septembre 2009		30 septembre 2008		31 décembre 2008	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	3 579	7 403	4 742	7 573	6 021	7 478
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	1 785	2 670	2 104	2 035	2 721	2 641
<i>Espagne</i>	306	1 185	588	1 167	671	1 183
<i>Royaume-Uni</i>	644	1 569	965	2 056	1 191	1 529
Amérique du Nord	2 329	5 697	3 179	5 947	4 270	5 964
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis</i>	1 314	4 618	1 629	4 761	2 215	4 876
<i>Canada</i>	1 015	1 079	1 550	1 186	2 055	1 088
Moyen Orient	1 286	5 994	1 055	6 431	1 611	6 197
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	557	2 663	376	2 756	504	2 744
Europe centrale et de l'est	830	1 826	1 402	1 832	1 761	1 920
Amérique latine	626	695	727	1 189	968	1 030
Afrique	1 845	5 292	1 809	6 281	2 373	5 325
<i>dont :</i>						
<i>Algérie</i>	355	3 390	268	4 358	361	3 602
Asie	1 748	3 435	1 472	3 195	2 029	3 564
Total	12 243	30 342	14 386	32 448	19 033	31 478

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 septembre 2009 et 2008, et pour le 31 décembre 2008 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	774	1 558	1 598
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	258 937	221 839	222 350
Effet dilutif des stock-options	220	492	846
Nombre moyen d'actions - dilué	259 157	222 331	223 196
Résultat par action (euros)	2,99	7,02	7,19
Résultat dilué par action (euros)	2,99	7,01	7,16

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens d'actions en circulation relatifs aux périodes 2009 et aux comparatives présentées ont été ajustés afin de refléter le fait que l'augmentation de capital du Groupe, réalisée le 28 avril 2009 (cf. Note 3), ait été effectuée sous la forme d'une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription à un cours inférieur au cours du marché. Les nombres moyens d'actions utilisés pour déterminer les résultats de base et dilué par actions, présentés dans le tableau ci-dessus, ont ainsi été ajustés du rapport entre le dernier cours de bourse de l'action Lafarge avant détachement du droit préférentiel de souscription, soit 31,91 euros, et ce cours après détachement du droit de 4,19 euros, soit 27,72 euros. Ce rapport a été appliqué jusqu'à la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	13 607	16 901	14 003
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	79	151	146
Passifs financiers, part à plus d'un an	13 686	17 052	14 149
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 714	1 943	4 278
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	217	148	194
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 931	2 091	4 472
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 321	18 844	18 281
Total options de vente octroyées aux minoritaires	296	299	340
Total passifs financiers	16 617	19 143	18 621

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

(millions d'euros)	30 septembre		31 décembre
	2009	2008	2008
A plus de cinq ans	5 068	5 494	4 571
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 539	11 407	9 432
Part à plus d'un an	13 607	16 901	14 003
A plus de six mois et moins d'un an	945	355	3 471
A moins de six mois	1 769	1 588	807
Total	16 321	18 844	18 281

Au 30 septembre 2009, 830 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an (constitués de billets de trésorerie) ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés au bilan en passif non courant dans la rubrique « Passifs financiers ». La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en « augmentation des passifs financiers à plus d'un an » si elle est positive et en « remboursements des passifs financiers à plus d'un an » si elle est négative. La variation nette de ces passifs est de -1 195 millions d'euros au 30 septembre 2009 (1 133 millions d'euros au 30 septembre 2008 et 831 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2009 à 4,9% (5,8% au 30 septembre 2008, 5,7% au 31 décembre 2008).

Evènements récents

Au cours du deuxième trimestre 2009, l'encaissement du produit net de l'augmentation de capital le 28 avril 2009 (cf. Note 3) ainsi que diverses opérations de refinancement sur le marché obligataire en mai et juin (voir détails ci-dessous) ont permis de rembourser le solde de la tranche A1 ainsi que la totalité de la tranche A2 de la ligne de crédit contractée en décembre 2007 pour le financement de l'acquisition d'Orascom Cement. Le remboursement complet de ces deux tranches a par conséquent fait disparaître le covenant financier qui y était associé.

Au cours des mois de mai et juin 2009, Lafarge a procédé à quatre émissions obligataires pour un montant global équivalent à près de 2,4 milliards d'euros :

- Trois émissions publiques dans le cadre de son programme EMTN :
 - 1 milliard d'euros d'une durée de 5 ans portant un coupon de 7,625% (règlement le 27 mai)
 - 350 millions de livres sterling d'une durée de 8 ans portant un coupon de 8,75% (règlement le 29 mai)
 - 750 millions d'euros d'une durée de 7 ans et 5 mois portant un coupon de 7,625% (règlement le 24 juin)
- Un placement privé :
 - 250 millions d'euros d'une durée de 8 ans (règlement le 29 juin)

Une fois les tranches A1 et A2 de la ligne d'acquisition remboursées, le produit net résiduel de ces émissions a permis de rembourser le tirage de 1 500 millions d'euros effectué sur la ligne de crédit syndiquée de 1 825 millions d'euros dont la maturité finale est juillet 2012.

Le 28 septembre 2009, un montant de 800 millions d'euros a été remboursé sur les lignes d'acquisition Orascom notamment par l'utilisation des produits de désinvestissement, et suite à l'encaissement des fonds reçus de la titrisation de créances commerciales de certaines filiales des activités Bétons et Granulats France. Ce remboursement s'est appliqué proportionnellement aux trois tranches restantes B, C1 et C2 de la ligne d'acquisition dont la maturité est décembre 2012, ramenant l'encours sur ces trois tranches à 2 268 millions d'euros.

Programme de cession de créances (titrisation)

En janvier 2000, le Groupe a conclu en France pour les activités Ciments et Plâtres un programme pluriannuel de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le programme a été reconduit en 2005 pour une période de 5 ans. Deux autres programmes de cession de créances commerciales ont été mis en place en septembre 2009, le premier en France pour une partie des activités Bétons et Granulats pour une durée de cinq ans et le second en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) pour une durée de trois ans.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord américaines ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 747 millions d'euros équivalents au 30 septembre 2009 (265 millions d'euros au 30 septembre 2008 et 261 millions d'euros au 31 décembre 2008).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 637 millions d'euros équivalents au titre de ces programmes au 30 septembre 2009 (230 millions d'euros au 30 septembre 2008 et 227 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les programmes français font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 110 millions d'euros au 30 septembre 2009 (35 millions d'euros au 30 septembre 2008 et 34 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 339 millions d'euros en valeur 30 septembre 2009 (398 millions d'euros au 31 décembre 2008).

En 2009 et 2010, une partie de ces options est exerçable pour un montant, en valeur 30 septembre 2009, de 260 millions d'euros. Le solde, soit 79 millions d'euros, est exerçable à partir de 2013.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 296 millions d'euros au 30 septembre 2009 et 340 millions d'euros au 31 décembre 2008, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 174 millions d'euros au 30 septembre 2009 et 232 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Note 7. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté en 2009 au titre de l'exercice 2008 ainsi que celui voté en 2008 au titre de l'exercice 2007.

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2008 voté en 2009	2007 voté en 2008
Dividende total (en millions d'euros)	393	784
Dividende par action	2,00	4,00
Dividende majoré par action	2,20	4,40

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Europe – Plâtre: Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge a déposé un pourvoi devant la Cour de Justice des Communautés européennes. L'audience s'est tenue le 22 octobre 2009 et la décision sur ce pourvoi ne devrait pas intervenir avant 2010.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. D'ici à sa notification officielle, Lafarge Zement évaluera les suites qu'il entend donner à cette décision. La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue de cette procédure.

En conséquence, la provision globale au titre des deux litiges au niveau européen et allemands décrits ci-dessus s'élève à 275 millions d'euros au 30 septembre 2009 contre 320 millions d'euros au 31 décembre 2008. Des provisions supplémentaires ont été comptabilisées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus sur une partie de ces sommes, pour un montant total de 80 millions d'euros au 30 septembre 2009.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections chez plusieurs cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. L'enquête de la Commission est en cours. La date de sa clôture n'est pas connue. Aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade préliminaire.
- En Grèce, des enquêtes ont été ouvertes par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2007. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.

Etats-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'Etat de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. ainsi que d'autres défendeurs, dont le gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge qui aurait provoqué la rupture de la digue du Industrial Canal à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le gouvernement des Etats-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (« class action »). Cette décision est susceptible d'appel, toutefois, à ce stade, seules des actions individuelles peuvent intervenir et le premier procès impliquant un petit groupe de plaignants ne devrait pas intervenir avant le deuxième trimestre 2010.

De plus, en relation avec ce litige, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., la American Steamship Owners Mutual P&I Association, a saisi le Tribunal fédéral de l'Etat de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement sur le fait que ces demandes ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entraîne pas dans le champ d'application de leur police d'assurance. Enfin, deux autres actions ont été introduites par d'autres assureurs de Lafarge North America Inc. auprès du même tribunal afin d'obtenir un jugement sur le fait qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser notre filiale pour ces demandes et coûts liées. Le jugement rendu par le tribunal sur ces actions est largement en faveur de notre filiale. Ces trois actions des assureurs sont maintenant regroupées pour audience devant la Cour d'Appel des Etats-Unis.

Etats-Unis – USG : Dans le cadre d'actions introduites par United States Gypsum Corporation ("USG») contre notre filiale Lafarge North America Inc auprès de la « United States District Court for the Northern District of Illinois » de premières audiences devraient se tenir au cours du dernier trimestre 2009 pour une décision éventuelle de la Cour durant le premier trimestre de 2010. Alléguant de la violation d'un brevet portant sur la production de plaques de plâtre, du détournement de secrets commerciaux et d'autres demandes, USG réclame des dommages et intérêts et le bénéfice d'injonctions concernant le brevet et le détournement présumé de secrets commerciaux.

Notre filiale Lafarge North America Inc oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe a annoncé le 13 octobre 2009 une opération d'augmentation de capital réservée aux salariés. Cette opération porte sur un nombre maximum de 5,75 millions d'actions, pour un prix de souscription de 48,8 euros par action. La période de souscription sera ouverte du 15 octobre au 9 novembre 2009 inclus.